L'optimisme facteur de progrès

Autor(en): **Blaser, Edouard**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Wissen und Leben**

Band (Jahr): **23 (1920-1921)**

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-749717

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'OPTIMISME FACTEUR DE PROGRÈS

Eduquer les hommes, d'après Vinet, c'est leur donner „le préjugé du bien". Qu'est-ce à dire, sinon que l'éducation, entendue au sens d'un acheminement vers une perfection morale relative, suppose, avec la croyance en la valeur absolue du devoir, la confiance dans l'autonomie de notre libre arbitre, en un mot une conception optimiste et finaliste de la vie. Cette conception est si bien la base de toute éthique comme de toute sociologie que, même les philosophes des écoles utilitaire et évolutionniste (Spencer, par exemple) en ont fait, au moins implicitement, le fondement de leurs systèmes. Car le mot du penseur vaudois s'applique à la société aussi bien qu'à l'individu.

Le progrès n'est concevable que si l'on accorde à l'espèce le pressentiment obscur d'un avenir meilleur. Ce qui soutient l'humanité, dans sa marche en avant, c'est l'idée préconçue et comme l'instinct profond qu'elle porte en elle de sa perfectibilité. Ce n'est pas par hasard que les périodes les plus créatrices de l'histoire ont été celles où les hommes ont pris le plus nettement conscience de cet instinct et se sont affirmés le plus résolument optimistes, à la Renaissance et à la fin du XVIIIe siècle. Et aujourd'hui même, ne voyons-nous pas le socialisme puiser sa prodigieuse force de prosélytisme dans l'optimisme contagieux d'une doctrine qui prétend étendre à toutes les formes de la vie collective l'application intégrale des principes d'égalité et de justice?

On a souvent remarqué que toute activité a pour condition la confiance dans l'efficacité des moyens et dans l'accessibilité des fins. Dans chacune de nos démarches, nous donnons, en agissant, une solution positive au problème qui met en cause l'opportunité de l'action. Il y a donc, à côté de l'optimisme latent ou générique, ressort secret des progrès de l'espèce, un optimisme de fait, postulat de la vie pratique, issu des nécessités mêmes de l'existence active.

Voué par la nature à la concurrence vitale où ses instincts combatifs trouvent leur emploi et qui absorbe son besoin d'agir, l'homme ne devient pessimiste que le jour où l'amélioration de l'état social lui laisse le loisir de la spéculation. Originairement, le pessimisme est spéculatif, dérivé. Il est un produit de la réflexion. Dans la plus rigoureuse acception du terme il est *contre*

nature. L'optimisme seul est primitif, spontané. Il est, considéré dans son essence, l'adhésion irréfléchie, le consentement nécessaire de l'être vivant à la loi qui le régit. Il est l'a priori bienfaisant, le préjugé salutaire qui rend la vie possible et qui la rend supportable.

Le pessimisme est a posteriori. Il prétend se fonder et il repose en effet sur l'expérience. La plupart des grands pessimistes avaient ou croyaient avoir des raisons personnelles de l'être. Si Vigny, Leopardi, maudissent l'existence, c'est qu'ils estiment avoir été frustrés par elle, l'un de son droit à l'action, l'autre de son droit à l'amour. Une seule chose justifie le pessimisme: la souffrance, quand elle passe la mesure des forces humaines et supprime le vouloir-vivre. Mais peu d'hommes gravissent jusqu'à ce sommet le calvaire de la douleur, car, par une réaction de l'instinct vital, beaucoup découvrent en route des raisons ineffables d'espérer et de croire.

Aussi bien le pessimisme est-il souvent une attitude intellectuelle, une revanche de l'esprit soucieux de montrer qu'il n'est pas dupe de l'élan de tout l'être vers la vie acceptée et désirée telle qu'elle est. Entre le mot de Montesquieu: „Il faut pleurer les hommes à leur naissance et non à leur mort", et les vers de Leopardi:

„— — — — — dentro covile o cuna
È funesto a chi nasce il dí natale"

il y a toute la distance qui sépare une boutade d'un cri du cœur.

Le pessimisme a encore le tort d'être rarement conséquent avec lui-même. Sa négation reste théorique et quasi sans influence sur la conduite humaine. Il enferme en outre un élément de contradiction qu'il tient de ses origines, n'étant d'ordinaire que l'envers de l'optimisme. Ce désaccord du pessimisme avec lui-même n'est nulle part plus frappant que chez Hartmann, nonobstant la logique de son système. Le disciple de Schopenhauer se fait, en effet, du progrès humain l'idée la plus audacieuse qu'ait jamais enfantée le cerveau d'un utopiste, puisqu'il conçoit le moment où l'homme, ayant arraché à la Nature ses derniers secrets, sera capable de la faire rentrer dans le néant pour s'y engloutir avec elle. Et pourtant il désespère de voir ce même homme parvenir à rendre un jour la terre habitable et la vie digne d'être vécue. [1])

---

[1]) Cf. Fouillée: *Systèmes de morale contemporains.*

Cela nous fait toucher du doigt le point faible du pessimisme. S'il reste fidèle à son principe, il ne saurait aboutir qu'à ériger la mort volontaire ou l'ascétisme en bien suprême. On a dit que la sagesse consistait à „être pessimiste dans la conception et optimiste dans l'action". Cette affirmation est spécieuse. Le véritable pessimiste n'agit pas.

Quant à l'optimisme, il ne consiste pas à soutenir que tout soit pour le mieux dans le meilleur des mondes, mais seulement à croire que tout tend au mieux dans un monde perfectible. J'ai dit que l'optimisme était de sa nature irraisonné. Il ne faudrait pas en déduire qu'il ne soit pas susceptible de vérification. Dans le domaine social, dont il s'agira surtout ici, il peut revendiquer, aussi légitimement que la thèse adverse, le caractère d'une notion d'expérience. La controverse séculaire entre l'optimisme et le pessimisme descend par là des hauteurs vagues du sentiment sur le terrain plus ferme des réalités expérimentables.

* * *

La guerre mondiale a ravivé cette controverse et rendu le problème de la perfectibilité douloureusement actuel. Depuis le tournant du siècle on pouvait constater, surtout dans les pays latins et anglo-saxons, comme une renaissance de l'idéalisme et de son accompagnement obligé, l'optimisme. Sous l'influence de James et de Bergson une nouvelle génération arrivait à maturité, qui prétendait recourir en cassation contre le verdict dont l'école naturaliste avait frappé notre espèce. On réclamait une philosophie moins désenchantée. On se reprenait à espérer en l'homme et en la vie.

La brusque explosion du cataclysme, en 1914, parut opposer à cette espérance un démenti si formel que la plupart des gens en passèrent sans transition, d'un optimisme peut-être intempérant à un pessimisme absolu. Après quoi, l'opinion se ressaisit. On en revint par degrés, grâce au président Wilson, à un optimisme décidé qui, il faut bien l'avouer aujourd'hui, tenait un peu du délire. Au moment de la conclusion de l'armistice, on eut positivement l'impression que les peuples unanimes attendaient l'avénement immédiat de la fraternité universelle.

Le réveil fut dur. Mais on s'est plu à le peindre plus amer qu'il n'était. Nous nous étions flattés d'un espoir nullement chimé-

rique en soi, mais, trompés par un effet de mirage, nous avons cru toucher à sa réalisation, alors que celle-ci, bien qu'assurée, était encore lointaine. Et voilà qu'aussitôt nous jetons le manche après la cognée! Nous donnons seulement par là la mesure de notre méconnaissance des lois de l'évolution. Au fond, en matière sociale (et certains jugements sur la Société des Nations en sont un exemple) le pessimiste n'est le plus souvent qu'un optimiste retourné, qui, exaspéré par la lenteur du progrès, trouve une sorte de mauvais plaisir dans la négation forcenée de ce qui lui tient le plus au cœur. C'est que peu de gens sont capables de résister à une grande désillusion et de garder leur conviction intacte en face d'un démenti, même passager, de l'expérience.

Cela nous montre que le pessimisme, quand il procède ainsi d'une révolte passionnée de l'idéal contre le réel, n'est pas dépourvu de noblesse, ni même d'utilité. Il a cela de bon qu'il empêche l'optimisme de dégénérer en résignation béate, car il opère sur l'âme à la façon d'un révulsif. Il oblige ceux qui espèrent malgré tout à ne pas se contenter du témoignage de leur instinct et à chercher, à la révélation intérieure qui les soutient, des raisons objectives et vraiment probantes dans les faits. C'est ce que je tâcherai de faire, sans me dissimuler la difficulté de l'entreprise, dans les quelques pages qui vont suivre.

* * *

Toutes les raisons invoquées par les pessimistes contre la thèse de la perfectibilité indéfinie se résument dans le mot célèbre de Bayle: „Si les hommes n'étaient pas irréformables, il y a longtemps qu'ils se seraient corrigés".[1]) Cette formule lapidaire permet, par sa concision même, de saisir sur le vif le paralogisme fondamental du pessimisme systématique. Impossible de concevoir un cas plus flagrant de précipitation de jugement et de généralisation prématurée. L'affirmation ci-dessus se décompose, en effet, en deux propositions: 1° l'homme, depuis l'origine de l'espèce, n'a pas changé; il est resté, sous le vernis de la culture, pareil au „singe féroce et lubrique" foncièrement inéducable dont parle Taine —

[1]) Le regretté Edouard Secrétan écrivait en 1914: „Tant que les hommes seront des hommes, le canon sera l'argument décisif."

2° l'homme ne changera pas davantage dans l'avenir et le passé se répétera éternellement.

Si la première de ces affirmations était vraie, elle n'emporterait pas nécessairement la vérité de la seconde (car la prémisse sous-entendue: „ce qui n'a pas encore changé ne changera jamais" n'est pas un axiome) mais elle lui conférerait un assez haut degré de probabilité. C'est donc la mineure du syllogisme dont il s'agit d'établir la caducité en prouvant que le progrès existe.

Mais quel est le critère du progrès? Sans aller, avec Renan, jusqu'à refuser au perfectionnement de la vie matérielle tout caractère d'„utilité" au sens élevé du mot, on conviendra que le progrès ne peut être que d'ordre moral. Proud'hon l'a défini: „la réalisation de la justice". Cette définition est évidemment la bonne, puisqu'elle fait consister l'avancement des institutions humaines dans l'élimination graduelle de l'oppression sous toutes ses formes. Elle suppose que le progrès sera social et repousse le faux idéal d'une perfection individuelle. D'autre part, le concept de justice est accessible au sens commun.

Or la justice qui, à en croire l'adage populaire, ne serait pas de ce monde, y prend-elle pied pourtant à la longue, ou n'est-ce qu'une illusion? Rien de plus simple, dans l'état actuel de la science historique et anthropologique, que de s'en assurer en faisant la comparaison du passé avec le présent. Il n'est pas besoin, pour cela, de remonter à l'homme de Néanderthal. Qui donc, par exemple, oserait soutenir sérieusement que, depuis le temps de l'esclavage antique, rien n'ait changé?

Mais le progrès est apparent déjà sur une période beaucoup plus courte de l'évolution. Souvenons-nous de ce qu'étaient encore les hommes — et les femmes — au temps de Louis XIV et comparons nos sentiments avec les leurs. Une chose, entre plusieurs, nous frappe aussitôt: c'est combien le spectacle de la souffrance physique nous est plus pénible qu'à eux et combien nous attachons plus de prix à la vie humaine.

Le prix de la vie humaine! Comment s'y prendre, en ce moment, pour paraître en parler sans ironie? En a-t-on jamais fait, au contraire, si bon marché qu'aujourd'hui? Jamais les hommes ont-ils mis à s'entre-détruire une rage plus carnassière? Les horreurs de la dernière guerre, le torpillage du Lusitania, le bombardement

des villes ouvertes ne dépassent-ils pas les pires atrocités dont l'histoire ait gardé le souvenir? Eh! bien, non. On trouverait facilement dans le passé mille exemples de cruautés analogues, à savoir d'exécutions en masse d'innocents à qui l'on ne pouvait même pas, comme aux victimes des sous-marins allemands, reprocher d'imprudence. Et ces choses, à part un petit nombre d'âmes d'élite, ne révoltaient personne. L'indignation que soulèvent de nos jours des crimes de ce genre accuse le changement qui s'est opéré dans les mœurs. Le spectacle d'une mort violente, qui nous inspire un si invincible éloignement, ne causait à nos ancêtres ni terreur ni dégoût. Ils y étaient trop habitués. J'ai parlé du XVIIe siècle. Qu'on se rappelle Mme de Sévigné allant voir brûler la Voisin et faisant de cette scène écœurante l'objet d'un petit conte agréable émaillé de bons mots. Il n'y a pas deux cent cinquante ans de cela. Et la torture, les procès de sorcellerie, le feu et la roue ont duré jusqu'à la veille de la Révolution. Ils ont passé pourtant et nous en reviendrions plutôt au système de Ptolémée que de ne pas croire ces abominations abolies à jamais. La pitié, sous la forme où nous la voyons journellement se manifester sous nos yeux (qu'on songe aux admirables œuvres de charité suscitées par la guerre mondiale) est un sentiment très moderne. Quant à la valeur de l'existence, c'est devenu pour nous un principe qu'elle échappe à toute estimation, étant par essence inconvertible. Tuer est à nos yeux le crime par excellence. Il n'en a pas toujours été ainsi.

La longue expérience des siècles n'a pas seulement enseigné à l'homme à respecter le mystère de la vie jusque dans le moindre de ses semblables. Elle lui a appris à détester la force brutale, par quoi il ne faut pas entendre uniquement la force matérielle, mais la force oppressive, de quelque nature qu'elle soit.

De là un autre progrès, non moins certain que celui de la sensibilité, et qui en découle: le progrès de la justice et de l'égalité sociales. Et qu'on ne dise pas „qu'on n'a rien fait tant qu'il reste à faire". L'œuvre commencée se donne à elle-même un gage d'achèvement. Ce progrès social n'a pas consisté à „faire passer dans des mains nouvelles le bénéfice de l'iniquité". Il a consisté dans une limitation croissante du droit du plus fort. Et, de fait, nous voyons dans l'état moderne les faibles de moins en moins exploités. C'est qu'un mouvement irrésistible a successivement

opposé, dans la famille, les droits de la mère et des petits à la tyrannie du père, dans la cité, les droits du peuple au bon plaisir du prince ou ceux des classes inférieures à l'arbitraire des oligarchies régnantes. Ainsi se substituent peu à peu, dans la société mieux „organisée", à l'antagonisme des instincts la collaboration des volontés, à l'anarchie la règle, et la paix aux luttes des factions.

* * *

Mais comment concilier tout cela avec la guerre dont nous sortons? Pourquoi cette fusion relative des intérêts dans l'équilibre légal s'est-elle arrêtée, ainsi que devant une barrière infranchissable, aux frontières politiques de chaque pays? C'est que, par un phénomène de cristallisation, l'égoïsme et les préjugés qui le nourrissent, en partie matés chez l'individu, ont reparu, plus envahissants, plus intraitables, sous la forme du sentiment national et sous le nom révéré de patriotisme. C'est que, tandis que les peuples se civilisaient et faisaient chacun pour soi, dans les limites de son territoire, l'apprentissage de la légalité, ils en restaient et ils en sont presque encore, les uns en face des autres, à l'état sauvage. Cette contradiction est le vice profond dont souffre la société présente.

Pour en comprendre les raisons, il n'est pas nécessaire, comme le faisait récemment un conférencier[1]) renouvelant le paradoxe de Rousseau, d'alléguer l'opposition censée irréductible entre „l'homme-individu" et „l'homme-groupe". Il suffit de réfléchir un peu sur le „mécanisme" de l'évolution sociale. Au risque de m'attirer le reproche de simplifier abusivement un problème fort complexe, je dirais que le progrès, envisagé non plus quant à son but, mais quant au processus de développement dont il émane, pourrait être identifié avec la lente formation d'une opinion publique au pouvoir grandissant.

On peut voir dans l'opinion comme la conscience collective du genre humain s'élevant, par degrés, au sentiment de son unité. C'est une grande force spirituelle non encore arrivée à l'entière possession d'elle-même et, faute d'un organe approprié, souvent réduite à s'agiter dans le vide. Mais son empire s'étend chaque jour et c'est à ses progrès que se mesurent les progrès de la société.

---

[1]) M. Duhamel.

Le mouvement de la civilisation considéré du point de vue social n'est, à proprement parler, que l'histoire des conquêtes de l'opinion. Celle-ci fut d'abord locale, puis nationale; elle tend à devenir et il ne s'en faut guère qu'elle ne soit déjà universelle. A tous ces degrés elle opère comme un agent ordonnateur, un ferment d'altruisme et de sociabilité. C'est par elle que l'homme émancipé, capable de subordination volontaire, éclôt de la brute impulsive. Par elle que le concept d'humanité, sortant des brumes de l'abstraction, devient à la longue une réalité vivante. Ceux que dépitent ses lenteurs admireraient plutôt sa célérité, s'ils tenaient compte des difficultés qui l'entravent. L'opinion est à la fois agissante et inerte, elle est mue et elle meut tour à tour. Elle porte en elle, poids mort qui retarde sa marche, le passé dont elle abandonne l'un après l'autre les restes sur sa route, et l'avenir qui l'agite et l'entraîne. Formée par les grands hommes, patiemment investie et conquise, elle ne se rend, à chaque tournant de l'histoire, qu'après une résistance acharnée.

Elle cède cependant et, dès qu'elle s'est ouverte à l'esprit nouveau, elle entreprend d'y conformer les lois. C'est un second pas à franchir, aussi ardu que le premier. Du jour où l'„idée" a surgi du cerveau d'un penseur au jour où la masse y adhère enfin sans réserve et commence à la mettre en pratique, des siècles ont pu s'écouler. Il ne faut pas beaucoup moins de temps à la vérité reconnue, même portée par l'opinion entière pour obtenir la consécration légale sans laquelle elle demeurerait inefficace. Il est généralement plus aisé aux novateurs de vaincre les défiances de la foule routinière, mais impressionnable et mobile, que d'ébranler la pesante machine législative d'un Etat, fouillis de rouages disparates, tout fourmillant d'anachronismes où tel organe suranné et frappé d'atrophie paralyse le jeu de l'ensemble. C'est pourquoi l'opinion d'une époque déterminée est toujours en avance sur les institutions contemporaines et pourquoi des abus publiquement condamnés, corrigés depuis longtemps dans les mœurs, subsistent dans les lois et s'y éternisent malgré la réprobation dont ils sont l'objet. On en vit un exemple au XVIIIe siècle en France, où l'ancien régime, battu en brèche dès la mort du Grand Roi par les philosophes, sourdement exécré, puis ouvertement conspué par le peuple à partir du règne de Louis XV, renié et livré comme indéfendable

aux sarcasmes d'un Beaumarchais par les privilégiés eux-mêmes, cesse virtuellement d'exister dès l'instant que la nation unanime le désavoue, mais ne tombe en fait qu'en 1789, ou plutôt en 1830, à moins qu'il ne dure encore!

Un divorce analogue existait avant la guerre entre l'esprit public des pays les plus avancés et toute une partie aussi périmée qu'inamovible de leurs institutions. Héritiers d'un passé chauvin nous nous étions pas à pas libérés de la plupart des préjugés dont étaient imbus nos ancêtres, mais demeurions esclaves des pratiques sanguinaires que ces préjugés seuls érigés en règle de droit pouvaient, dans une certaine mesure, excuser. Nos mœurs, de plus en plus débonnaires, reflet d'une conception toujours plus „solidariste" de la vie sociale, juraient depuis longtemps avec l'apparence de camp retranché que donnait à l'Europe, en pleine paix, le maintien des armées permanentes. Mais jamais ce désaccord n'avait paru plus flagrant qu'au cours du dernier quart de siècle. Jamais les sentiments indéniablement pacifiques des individus n'avaient si vivements contrasté avec l'attitude agressive des corps sociaux formés par la réunion de ces mêmes individus dont, pris à part, on n'aurait pu mettre la mansuétude en doute. Ce qui ne veut pas dire que l'homme-groupe soit foncièrement différent de l'homme isolé, mais seulement qu'il évolue plus lentement. L'organisme et la cellule sont en fonction l'un de l'autre, mais la variation modifie l'élément avant de transformer le tout. Le groupe est prisonnier du passé qui l'enserre de ses cadres rigides, tandis que l'individu, soumis à l'action d'un milieu en voie de perpétuel renouvellement, échappe plus aisément à l'emprise de la tradition.

Aussi, comme l'a dit Maeterlinck, „en tout progrès social, le grand travail, et le seul difficile, est-il *la destruction du passé.*" Le laborieux enfantement de la Société des Nations illustre en ce moment même cette vérité d'une façon saisissante. Il s'agit de fournir à l'opinion mondiale, qui se cherche encore, l'organe indispensable à sa constitution et sans lequel elle resterait ce qu'elle fut jusqu'ici: un amas de bonnes volontés incohérentes. Les bienfaits d'une telle institution seraient si grands, son premier objectif devant être la suppression des guerres, qu'il n'est sans doute nul homme civilisé qui n'en souhaitât la réalisation. Mais pour cela il faut toucher au passé et le passé se défend. Il sera vaincu pour-

tant, si ce n'est aujourd'hui, ce sera demain, ou plus tard. Mais le moment viendra. Ceux qui en désespèrent n'ont qu'à jeter un regard en arrière et, le reportant sur le présent, à comparer ce qui fut avec ce qui est. Ils verront que, malgré les apparences, il y a vraiment quelque chose de nouveau sous le soleil. Ils verront que la divine utopie de la paix universelle, autrefois l'apanage d'une infime minorité de rêveurs géniaux, est en train de devenir le patrimoine et le credo de l'humanité tout entière.

A supposer que tous les autres prétendus progrès soient illusoires, celui-là du moins est patent. Le pacifisme a gagné les masses. Non seulement l'homme du vingtième siècle a horreur de verser le sang et ne s'y résigne qu'à contre-cœur, la honte au front, pris dans l'irrésistible engrenage d'une lutte où il faut tuer pour n'être pas tué soi-même, mais il a cessé de croire à la fatalité de la guerre, autan qu'à sa vertu civilisatrice, comme il a cessé de croire au péché originel, à l'éternité des peines et au droit divin. L'explication religieuse de la guerre providentielle ne l'indigne pas moins que l'explication malthusienne de la guerre pour le pain. Qu'on lui prêche la résignation par respect pour les voies impénétrables du Très-Haut, ou l'ataraxie au nom de la science et des lois immuables de la vie physique, peu lui importe, il ne veut plus se résigner. Il répudie le pessimisme aveulissant selon lequel des créatures raisonnables pourraient être vouées, contre leur gré, à s'entr'égorger comme des bêtes jusqu'à la consommation des siècles. Au lendemain même de la guerre mondiale, il ne peut fermer son cœur à l'optimisme, „cet appel aux énergies héroïques de l'âme."

Ainsi la première phase du grand progrès est accomplie: l'opinion est formée. La seconde, par où les lois seront mises en harmonie avec l'opinion, a commencé à Genève au mois de novembre dernier. Quelle en sera la durée? Il n'appartient à personne de le dire. Mais plutôt que de nous abandonner à l'impatience ou au découragement rappelons-nous le mot du sage Marc-Aurèle: „N'imagine pas la République de Platon, mais sois heureux que les choses avancent un peu et ne tiens pas ce petit progrès pour méprisable."[1])

ZÜRICH EDOUARD BLASER

□□□

[1]) *Pensées,* IX. 29.